

la carte blanche

Jean-Louis Vanherweghem Recteur honoraire de l'université libre de Bruxelles

Enseignement supérieur : le test à l'entrée, monstre du Loch Ness ?

Il y a plus d'un quart de siècle, les mouvements étudiants enflammaient l'ULB à l'annonce d'un examen d'entrée. Bien que décrié, ce test s'avère pourtant déterminant pour la réussite future du candidat.

Commanditée par le ministre Jean-Claude Marcourt, une étude interuniversitaire vient de démontrer que les résultats d'un test proposé aux primo-arrivants à l'université étaient prédictifs de la réussite ou de l'échec en fin de première année (*Le Soir* des 23 et 24 mars 2019). Ce test, utile à orienter les étudiants vers des outils d'aide à la réussite, doit-il devenir obligatoire ?

Cette question n'est pas sans rappeler quelques événements qui se sont déroulés à l'Université libre de Bruxelles il y a près d'un quart de siècle. Un test y avait été proposé dans la première quinzaine de la rentrée académique à un échantillon d'étudiants tirés au sort parmi les primo-arrivants. Les conclu-

sions de cette expérience furent claires : les résultats au test étaient positivement corrélés avec le taux de réussite en fin de première année mais, d'une manière plus intéressante, ce taux de réussite était doublé chez les étudiants qui avaient suivi, sur une base volontaire, l'un ou l'autre des multiples outils d'aide à la réussite appelés « guidances », constat plus frappant encore pour les étudiants qui avaient obtenu un résultat médiocre au test initial. La qualité scientifique de cette étude ayant été validée par un comité d'experts indépendants, la proposition fut faite de généraliser le test à l'ensemble des primo-arrivants. Opposé dès le début à l'initiative, le bureau des étudiants administrateurs, dit « BEA-Interfac », mobilisa les étudiants sous le slogan « tester, trier, éliminer » et réussit un boycott d'une telle ampleur que le test fut abandonné en 2000.

La victoire de l'évidence scientifique ?

En 1997, à une question du

ministre William Ancion concernant l'échec à l'université, le Conseil des Recteurs répond *« qu'il convient de mettre en place un système qui au cours de la première année... permet aux étudiants soit de poursuivre le cursus choisi soit de suivre un programme de remédiation »*. Lors de la conférence de presse qui suit, la proposition est avancée d'un test obligatoire en début d'année académique. Les mouvements étudiants s'enflamment, le « BEA-Interfac » paralyse l'ULB et est soutenu par la Fédération des Etudiants Francophones (FEF) qui y voit, selon sa présidente Emilie Hoyos, un projet *« d'écramage social »*. L'idée fit donc long feu.

Pour des universités confrontées depuis des décennies au gâchis de l'échec massif des primo-arrivants, revoici aujourd'hui le monstre du Loch Ness du « fameux test » : des évidences scientifiques répétées arriveront-elles enfin à surmonter l'idéologie qui mobilise les mouvements étudiants ? Je n'y crois guère. ■